

Orange – Bouygues Telecom : le deal du siècle planté par Macron

Par Gilles Fontaine

Publié le **02-04-2016** à 17h05
Mis à jour à 17h22

Après des semaines d'intenses tractations, la consolidation des télécoms a échoué. Un échec dû aux exigences de l'Etat, actionnaire d'Orange, portées par Emmanuel Macron et Bercy.



Tout ça pour ça... Au moment où tombaient les communiqués d'Orange et de Bouygues annonçant l'échec des négociations en vue d'une fusion, vendredi 1er avril, tous ceux qui avaient pu être impliqués dans cet épineux dossier depuis le début janvier se sentaient gagnés par une sorte de lassitude. Une immense fatigue. Après dix tentatives avortées en deux ans, la consolidation du secteur des télécoms en France – à chaque fois autour du rachat de Bouygues Telecom – n'avait jamais été aussi proche d'aboutir. Il aura suffi de quelques jours pour anéantir trois mois de travail acharné et de fine diplomatie.

Stéphane Richard, diplomate clé des discussions

Au cœur de ces discussions, Stéphane Richard s'est personnellement impliqué dès le premier jour. « Il a un boulot formidable », témoigne l'un de ses homologues résumant ainsi l'avis de ses pairs. Le PDG d'Orange n'a pas hésité à jouer les intermédiaires entre les trois autres patrons français des télécoms Martin Bouygues, Patrick Drahi et **Xavier Niel** (<http://www.challenges.fr/tag/xavier-niel>), qui entretiennent toutes ces relations pour le moins complexes, souvent ombrageuses. Et ne se parlent pas. Du côté de SFR et de **Free** (<http://www.challenges.fr/tag/free>), obligatoirement impliqué dans l'organisation de cette fusion jusqu'à ce qu'elle ait une chance de passer sous les fourches caudines de l'Autorité de la concurrence, chacun avait fini par y voir son intérêt, supérieur à la somme de tous les sacrifices qu'ils devaient consentir.

Au moment de faire les comptes, les quatre opérateurs, dans un bel ensemble, rejettent la responsabilité sur les locataires de Bercy. Au fil des négociations, Stéphane Richard et ses équipes ont pris soin de tenir informés les représentants de l'Etat qui détient 23% du capital de l'opérateur historique à travers l'Agence de participation de l'Etat (APE) et Bpifrance. L'union avait été adoubée par l'Elysée entérinant ainsi une modification au capital du groupe de BTP. « L'Elysée portait un regard bienveillant sur l'opération qui permettait de renforcer l'investissement dans le secteur tout en préservant l'emploi », explique un proche des négociations. « Valls et Hollande étaient d'accord », ajoute un dirigeant.

Mais le discours était plus hostile à Bercy, où l'on envisageait des conditions drastiques pour maintenir l'Orange au dessus des 20% sur le long terme. Et cantonner Martin Bouygues dans un rôle marginal. Son exigence première, de décrocher 15% d'Orange était inacceptable pour les responsables de l'APE, dirigée par Martine Vial. Les experts du ministère de l'Economie ont de surcroît voulu le priver de droits de vote double dura

ans et l'empêcher de monter au capital pendant 7 ans. Une condition inacceptable pour l'homme d'affaires qui avait clairement repoussé l'idée d'un tel pacte d'actionnaires lors de la présentation des résultats du groupe le 24 février dernier.

Les exigences d'Emmanuel Macron ont tué le deal

« La principale préoccupation de l'APE était de ne pas donner l'impression de brader les joyaux de la couronne », commente un proche des négociations. De son côté, le directeur général de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, un ancien dirigeant de France Télécom, a lui-aussi émis de sérieuses réserves sur la pertinence de l'opération. Une rencontre au sommet, au ministère de l'Economie le jeudi 24 mars, en fin de journée, entre Emmanuel Macron et Martin Bouygues devait mettre les choses définitivement au clair. « Le rendez-vous s'est très mal passé », raconte un opérateur. Dès lors, le patron du groupe de BTP semble avoir choisi de refermer le dossier. La dernière semaine de négociations n'aura pas permis de le faire changer d'avis. Le 31 mars dans la soirée, à quelques heures de la fin de l'échéance que s'était fixé les parties pour conclure un accord, Thomas Reynaud, directeur financier d'Iliad a tenté de sauver le deal en accordant d'ultimes concessions, après avoir adopté une position très dure au cours des semaines précédentes, selon ses concurrents. Dans sa version ultime le grand Yalta des télécoms valorisant Bouygues Telecom à 9 milliards d'euros semblait pouvoir contenter tout le monde. Iliad payait 2,2 milliards d'euros pour récupérer 4000 antennes sur les 13 000 du réseau Bouygues, beaucoup de fréquences, plus d'un million d'abonnés fixes et quelques 300 boutiques sur les quelque 550 que comptait Bouygues Telecom, avec une clause de garantie d'emploi de trois ans. De son côté, **SFR** (<http://www.challenges.fr/tag/sfr>) déboursait 4,3 milliard

pour le reste du réseau mobile, tous les abonnés de l'offre low cost Be&You ainsi que l'ensemble de l'activité professionnelle. Pour 2,5 milliards d'euros, **Orange** (<http://www.challenges.fr/tag/orange>) mettra main sur les meilleurs clients de Bouygues Telecom, les abonnés à un forfait Sensation affichant les revenus par tête les plus élevés et qui représentent aujourd'hui environ 55% du chiffre d'affaires de **Bouygues Telecom** (<http://www.challenges.fr/tag/bouygues-telecom>) et l'essentiel de la marge.

La consolidation du secteur des télécoms en France n'aura donc pas lieu. « Les discussions étaient dures tendues », témoigne un négociateur, mais elles auraient finalement abouti, estime celui-ci, sans l'intervention musclée d'Emmanuel Macron et de son entourage « Ils ont voulu faire leurs banquiers d'affaires, les conditions qu'ils imposaient à Bouygues étaient intenable », s'agace un dirigeant. Les effets de cet échec devraient se faire sentir dans les prochains mois. La paix des braves qui avait succédé après trois ans de guerre des prix pourrait rapidement voler en éclat. **Martin Bouygues** (<http://www.challenges.fr/tag/martin-bouygues>) avait évoqué l'hypothèse d'un nouveau plan social si l'accord ne se faisait pas. L'année 2016 sera celle de tous les dangers pour le secteur des télécoms.

Sur le web : Le Rendez-Vous des Éditorialistes: qu'est-ce qui a bloqué les négociations

